

Stigmatisation de la Seine-Saint-Denis et de ses habitant.e.s, des sanctions et des excuses publiques s'imposent !

Dans la déjà longue liste des propos régulièrement dégradants et discriminatoires envers les habitant.e.s de Seine-Saint-Denis, des cadres haut placés de la Solideo détiennent désormais une place de choix. Révélés dans une enquête du journal Médiapart, les comportements répétés de certains employés de cet établissement public d'aménagement qui pilote la construction des ouvrages olympiques (piscines, village olympique), principalement en Seine-Saint-Denis, ont pourtant été dénoncés en interne et connus en externe depuis 2019.

Petit florilège : « *Qu'est-ce qu'on va aller aider les noirs en SSD ?* », « *On ne va pas aller en Seine-Saint-Denis. Les femmes ne pourront pas rentrer le soir sans prendre le risque de se faire violer.* »

Face à un recours contre un projet de bretelle d'autoroute à proximité d'une école porté par des habitants et des parents d'élèves de Saint-Denis, le directeur général oppose « *un enjeu « d'efficacité », pour que « l'athlète arrive à l'heure à sa compétition », et « un enjeu de sécurité pour les délégations très exposées (Américains, Israéliens), et donc il ne s'agit pas qu'on ait un convoi qui soit arrêté à un feu rouge »* .

Un autre cadre a indiqué qu'il craignait la mobilisation d'« *écologo-djihadistes* » pour bloquer les chantiers.

De tels **propos ouvertement racistes, diffamants ou encore sexistes** contribuent à véhiculer **les stéréotypes sur les séquano-dionysien.ne.s** et sont **condamnables par la loi**. Ils sont aussi révélateurs d'un certain état d'esprit qui favorise la rentabilité, les délais à tenir, la course pour l'accueil des touristes... au détriment des populations qui vivent et travaillent toute l'année sur place. Les habitant.e.s du « 9.3 » sont vus comme des menaces ou des empêcheurs de bétonner.

Alors oui **la Seine Saint Denis mérite qu'on s'y intéresse**, vraiment ! Pas pour alimenter les pages de faits divers ou les chroniques nauséabondes, mais pour y rétablir l'égalité républicaine à laquelle ses habitant.e.s ont droit.

La Seine Saint Denis est riche de sa diversité et des cultures qui s'y mêlent, de sa jeunesse et des solidarités qu'elle exprime, de militants et d'habitants qui veulent préserver ce qui reste encore de son patrimoine naturel ou ouvrier.

On avait déjà bien compris qu'il était beaucoup plus facile de déloger des travailleurs migrants d'un foyer de Saint-Ouen, des habitants jardiniers d'un quartier populaire d'Aubervilliers et de Pantin ou de détruire une partie d'un parc à la Courneuve que d'imposer des équipements à l'ouest de Paris. Il se confirme que **les projets de constructions et d'infrastructures destinés aux Jeux Olympiques en Seine-Saint-Denis sont loin de laisser entrevoir un cadre de vie meilleur pour ses habitant.e.s** et pourraient générer des coûts de fonctionnement faramineux.

Nous demandons donc solennellement :

- que des **excuses publiques** soient faites envers les habitant.e.s de Seine-Saint-Denis par le Directeur général de la Solideo, sa Présidente et le Délégué interministériel aux jeux olympiques et paralympiques représentant de l'Etat et donc **garant de l'application des principes républicains sur tout le territoire** ;
- qu'une **enquête administrative soit diligentée au plus vite** pour établir tous les faits et responsabilités et que la justice puisse prononcer les **sanctions qui s'imposent** ;
- que les **projets soient réexaminés** en fonction de leurs **impacts sur le cadre de vie des habitant.e.s**.

•••••

Muriel Casaspro – 06 13 06 43 94 – murielcasaspro@gmail.com

Eric Béal – 06 82 36 15 15 – ericbeal@orange.fr

Co-secrétaires Eelv 93